

Pouvoir d'emprunt

la compilation des statistiques sur les ressources forestières des provinces. On applique aussi une taxe de 15 p. 100 sur le bois d'oeuvre de notre côté de la frontière. C'est pourquoi les Canadiens sont convaincus que le gouvernement n'est pas assez fort pour diriger les relations étrangères et commerciales du Canada qui poseront des problèmes encore plus graves dans les années à venir.

On nous a annoncé trois fois la construction d'un brise-glaces. Un de ces jours, ils vont se décider à le lancer.

M. Ravis: La glace est épaisse.

M. Hopkins: Oui, la glace est épaisse, mais il y a aussi l'épaisseur de la bureaucratie et de l'électoratisme. J'ai hâte de voir comment ça se terminera.

En tout cas, l'habile budget du ministre des Finances reflète tout simplement les politiques et l'attitude du gouvernement face aux difficiles problèmes nationaux et régionaux. Malgré tous les beaux discours sur la réduction du déficit national, nous voici maintenant en train de discuter d'une demande d'emprunt de 28 milliards de dollars présentée par le gouvernement. On connaît les réductions de crédits et les augmentations de taxes décrétées par le gouvernement. Le ministre des Finances a pourtant dit qu'on réduirait le déficit national en comprimant les dépenses du gouvernement et non en augmentant les taxes.

Je conclus ici mon plaidoyer parce que la cause est entendue.

M. Ravis: Monsieur le Président, j'ai écouté le député de Renfrew—Nipissing—Pembroke (M. Hopkins). Je suis revenu à la Chambre cette semaine avec une attitude différente à l'égard des Communes surtout parce que j'ai parlé à beaucoup de gens qui sont très déçus de ce qui s'y passe. J'ai écouté le député de Kitchener (M. Reimer) qui a exposé d'une façon impartiale, comme je l'ai déjà dit, certains aspects de la situation dans laquelle le pays se trouve aujourd'hui. Le député de Renfrew—Nipissing—Pembroke a parlé des raisons pour lesquelles nous discutons aujourd'hui d'un emprunt de 28 milliards de dollars. Bon sang, cet homme devrait commencer à être honnête avec lui-même et avec ses collègues. Pourquoi ne pas faire abstraction pour l'instant du fait que nous sommes des libéraux et des conservateurs et examiner cette question en fonction de la situation qui existe actuellement au Canada? Il me répugne de relever ce genre de chose à la Chambre, mais le député a cité un article et nous pouvons tous en faire autant, nous pouvons mettre en relief un fait divers qui fait paraître le gouvernement ou l'opposition sous un mauvais jour. J'aimerais citer Geoffrey Simpson du *Globe and Mail*. Sur la limitation des dépenses, il a écrit notamment ce qui suit:

Les libéraux, et ils ont tendance à l'oublier, ont entraîné le Canada dans de folles dépenses qui, combinées à une contraction de l'assiette fiscale du gouvernement, ont créé un déficit énorme que doit assumer le nouveau gouvernement.

● (1240)

Point n'est besoin d'être journaliste ou économiste pour en arriver à cette conclusion. Ce sont les faits. Comment le député

de Renfrew—Nipissing—Pembroke peut-il reprocher au gouvernement de hausser les impôts et de ne pas faire ce qu'il faut dans les circonstances? Je ne vois pas ce qu'on pourrait faire d'autre. Malgré toutes les compressions que nous pourrions faire, nous continuerons d'être confrontés à une situation très difficile au cours des années à venir. Les compressions de dépenses et les hausses d'impôt ne suffiront pas. J'aimerais demander au député de dire franchement ce que font les libéraux face à ce problème. Après tout, ce sont eux qui nous ont mis dans ce pétrin.

M. Hopkins: Monsieur le Président, le député m'a demandé d'être honnête. J'aimerais lui dire que je suis honnête à l'égard de mes collègues de la Chambre et qu'il est mal placé, il me semble, pour insinuer qu'un autre député est malhonnête.

M. Ravis: Ce n'est pas ce que j'ai dit.

M. Hopkins: Il a soulevé ce point par deux fois. C'est là une attitude bien pharisaïque. Vous rappelez-vous ce que le député a dit, monsieur le Président? Il a dit que le temps était venu d'oublier que nous sommes des libéraux et des conservateurs. Et pourtant, le député de Kitchener s'est lancé dans une tirade contre la députée de Trinity (M^{lle} Nicholson). En posant sa question, le député de Saskatoon-Est (M. Ravis) s'est lancé dans une tirade contre le gouvernement libéral. On ne demande pas aux autres de faire preuve d'impartialité pour ensuite les démolir. Cela ne me dérange pas parce que j'entends cette grande théorie depuis des années et je sais d'où elle vient.

M. Bradley: Du parti libéral.

M. Hopkins: Ce que le député ne doit pas oublier, c'est qu'en 1984 l'actuel ministre des Finances a fait aux Canadiens des promesses que le gouvernement ne peut pas tenir aujourd'hui.

M. Bradley: Ce n'est pas vrai.

M. Hopkins: Je vais reconnaître aux conservateurs le mérite d'avoir eu le bon sens de réfléchir. Les conservateurs ont pris cet engagement, mais ils ne le respectent pas. Ils parlent de déficits annuels comme s'il s'agissait de dettes globales. Ils parlent de taux d'intérêt. La dette nationale a fait des bonds de géant au cours des trois années depuis que le gouvernement est au pouvoir. Cela n'est certes pas dû uniquement aux intérêts.

M. Bradley: Il n'a pas fait des bonds de géant.

M. Hopkins: Le député crie. S'il veut se donner la peine de se lever, il pourra dire quelques mots à son tour. Le député ferait mieux de se rendre compte que le gouvernement devra rendre bientôt des comptes à tous les Canadiens au sujet des biens du gouvernement, des biens de la Couronne qu'il est en train de vendre pour absorber le déficit. Le gouvernement n'arrive toujours pas à l'absorber en dépit de la déclaration du ministre des Finances.